



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



commission
nationale de la
coopération
décentralisée

PANORAMA GLOBAL DE L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

➤ L'action extérieure comprend **toutes les actions menées à l'international** par les collectivités territoriales françaises. Entre 700 millions et 1 milliard d'euros y sont consacrés, selon le périmètre pris en compte.



10 440

partenariats



134

pays



4700

collectivités territoriales
françaises



8150

collectivités
territoriales étrangères

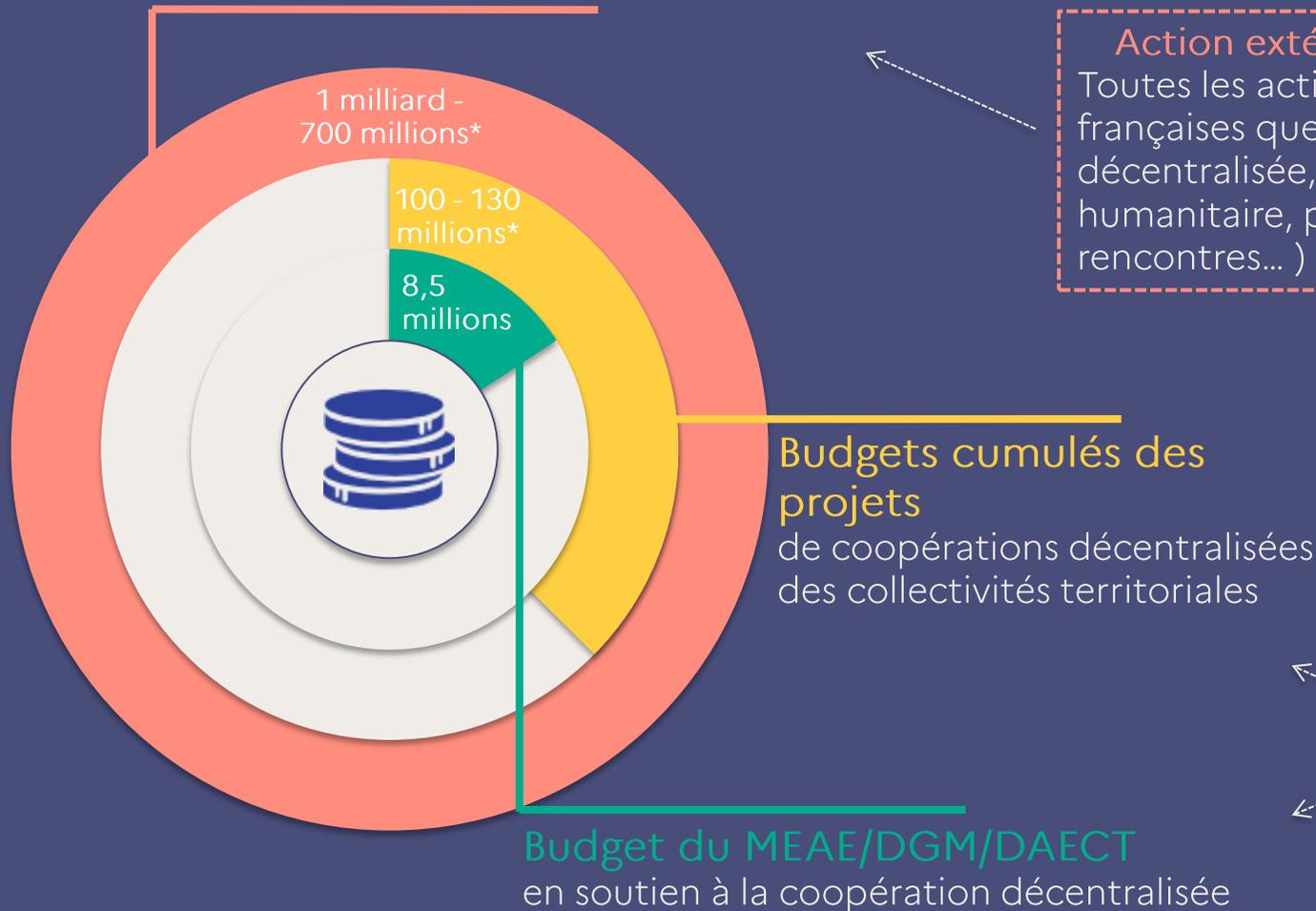
➤ Au sein de la direction générale de la mondialisation du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) soutient les collectivités et leurs partenaires dans leurs actions :

- Pour **faire rayonner** leurs territoires ;
- Pour renforcer l'**attractivité** ;
- Pour mettre en œuvre la **solidarité internationale**.

BUDGETS DE L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



Total international
dans les budgets des collectivités territoriales



Action extérieure des collectivités territoriales

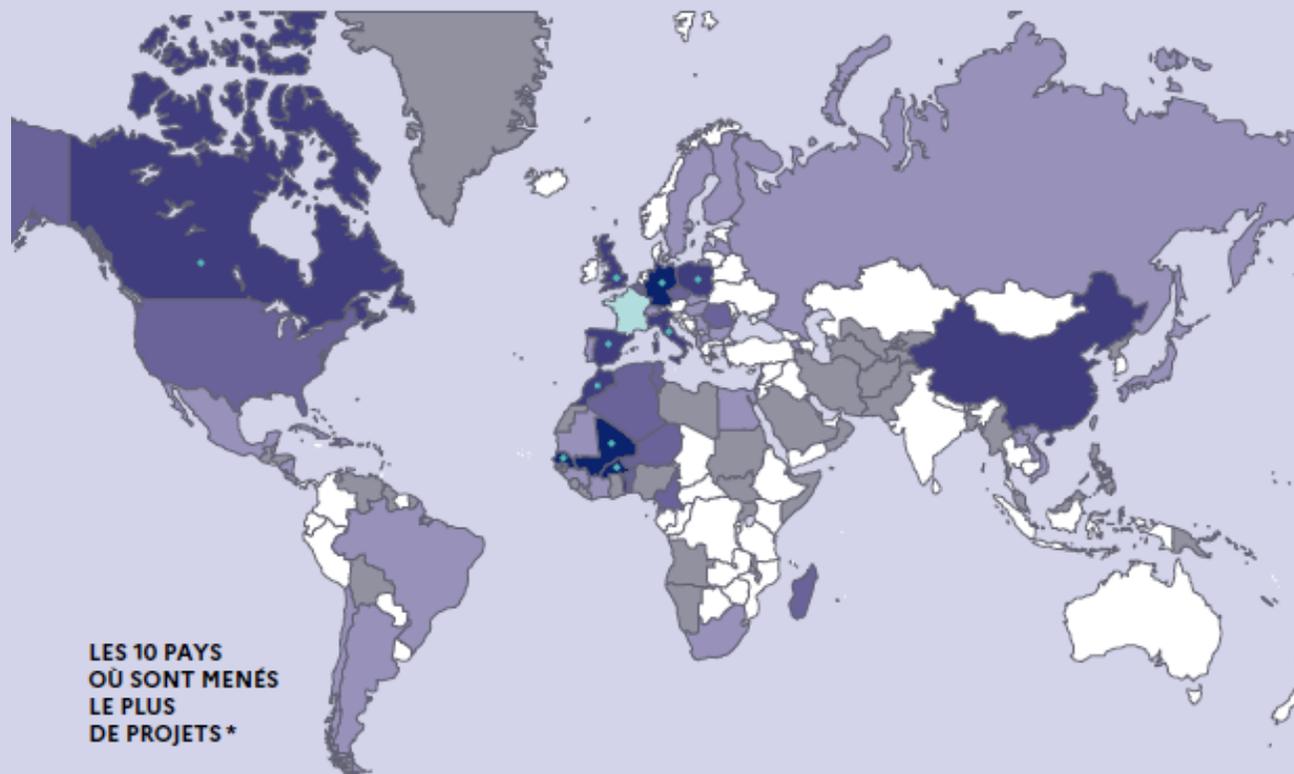
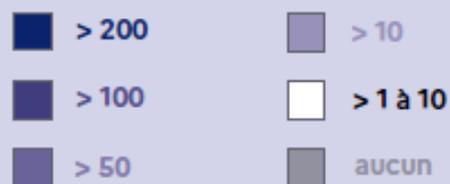
Toutes les actions des collectivités territoriales françaises quelle que soit leur nature (coopération décentralisée, promotion sur le territoire, aide humanitaire, participation à des événements, rencontres...)

Jumelages : forme de lien entre deux collectivités ne donnant pas nécessairement lieu à des actions de coopération...

Coopération décentralisée : projets de coopération entre deux collectivités territoriales ou plus, dans un cadre conventionné (jumelages, pacte d'amitié et / ou de coopération, convention...)

LES PROJETS DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE DANS LE MONDE

Nombre de projets
de coopération décentralisée par pays*

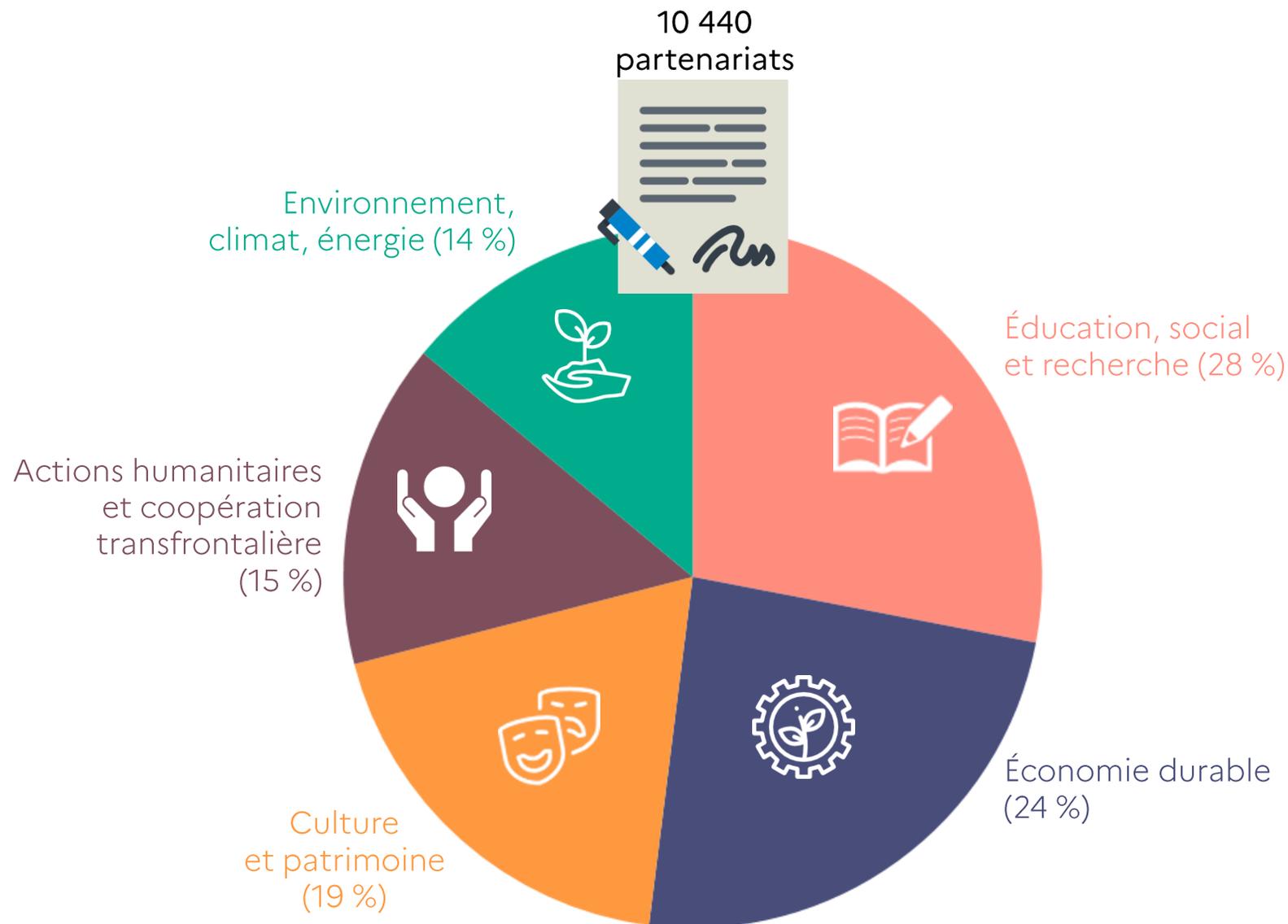


LES 10 PAYS OÙ SONT MENÉS LE PLUS DE PROJETS *

325	● Allemagne
267	● Mali
235	● Sénégal
224	● Burkina Faso
170	● Royaume-Uni
160	● Maroc
150	● Italie
143	● Pologne
131	● Espagne
127	● Canada

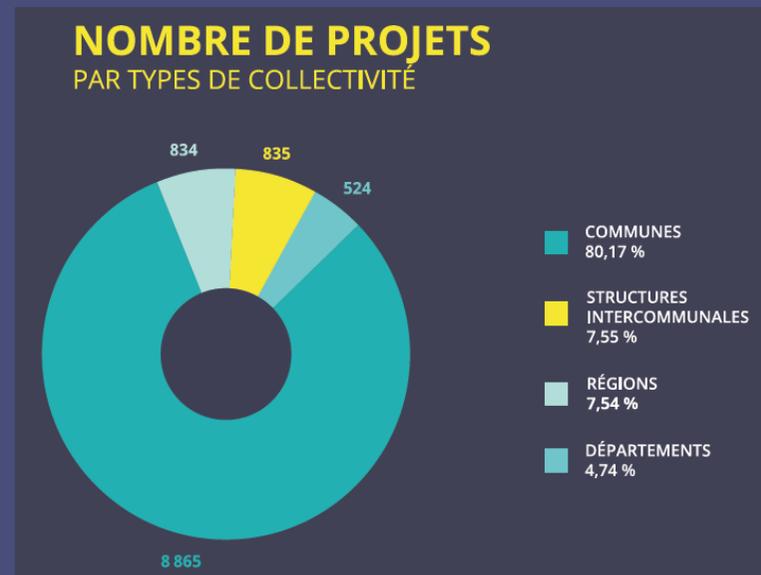
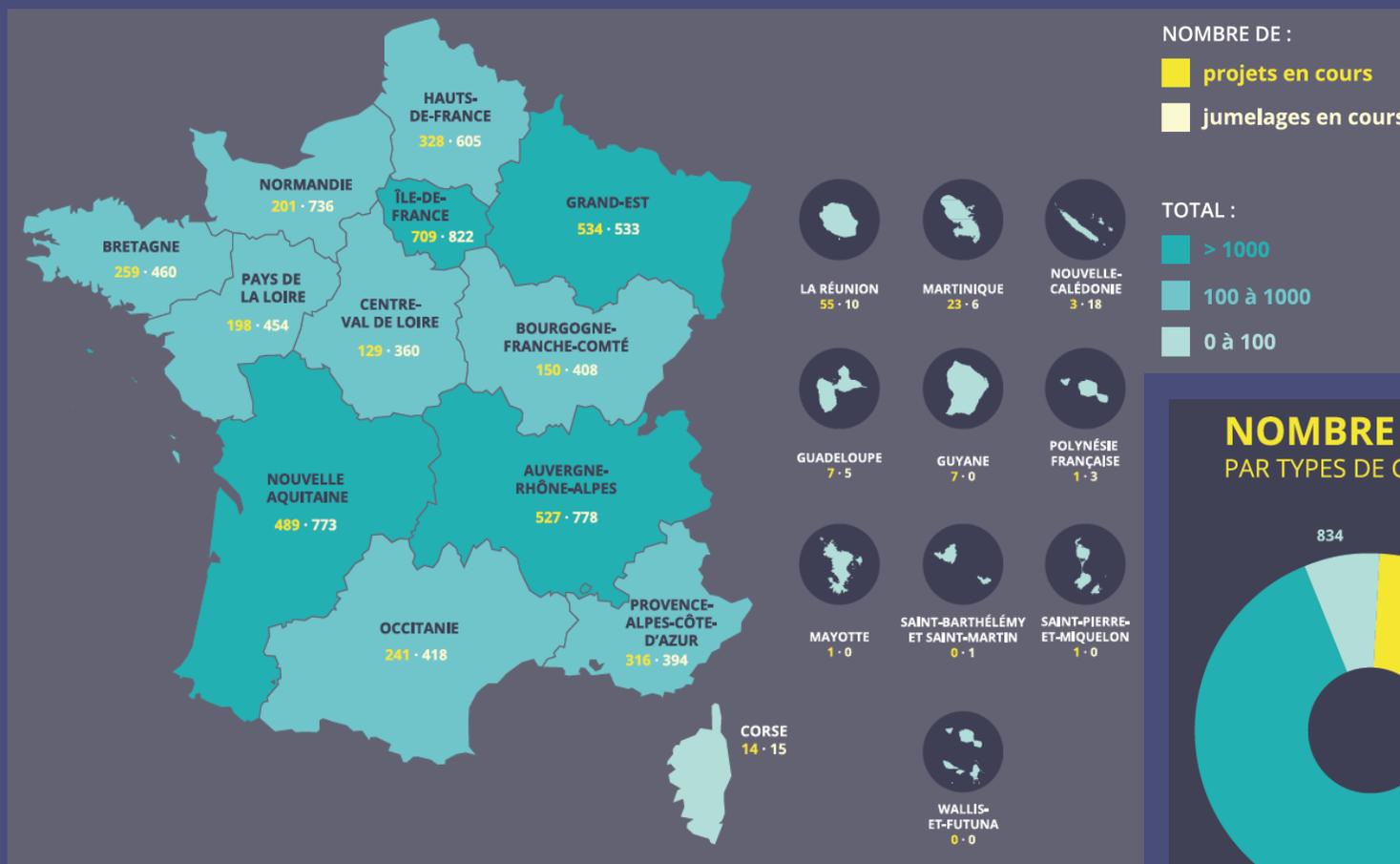
* hors jumelages

LES CHIFFRES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



NOMBRE DE PROJETS DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ET DE JUMELAGES PAR RÉGION

(TOUTES COLLECTIVITÉS CONFONDUES)



LA COMMISSION NATIONALE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Présidée par

Le Premier ministre

OU

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

14 représentants de collectivités territoriales proposés par AMF, ADF, Régions de France, AFCCRE et Cités Unies France

12 représentants d'établissements publics, d'associations et d'organismes

4 personnes qualifiées

14 représentants des ministères concernés par l'action extérieure des collectivités territoriales

■ Voix délibérative
■ Voix consultative



Dialoguer

- Propositions d'amélioration du cadre de l'AECT (livre blanc)
- Groupes de travail thématiques
- Assises bilatérales de la coopération décentralisée



Informier

- Atlas français de la coopération décentralisée
- Collecte de l'aide publique au développement
- Supports de communication (communiqués, lettre d'infos...)
- Expertise juridique et géopolitique



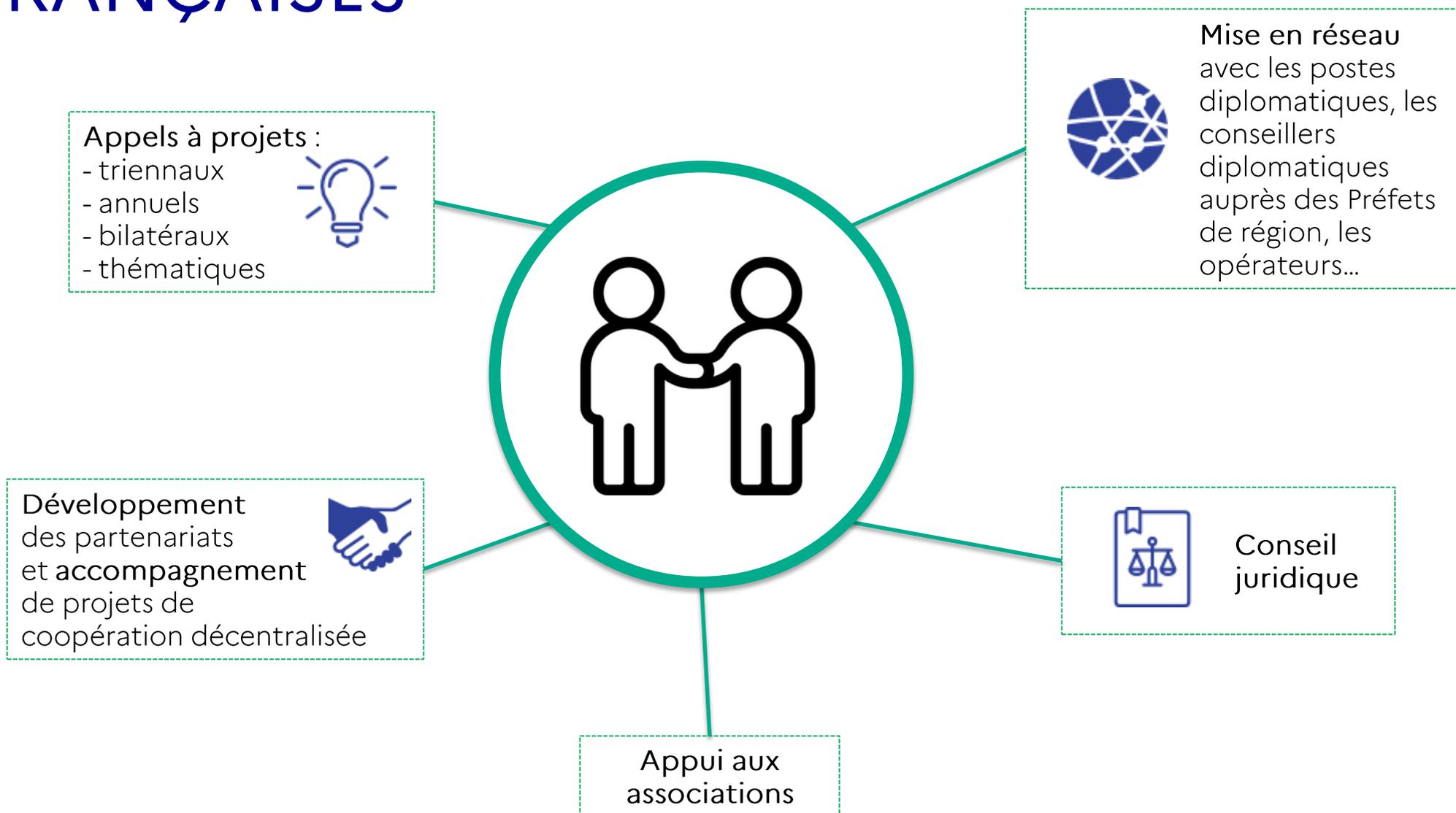
Promouvoir

- Appels à projets
- Bourse-partenariats
- Programme EXPE-CT

LA DÉLÉGATION POUR L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



LA DAECT ACCOMPAGNE LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FRANÇAISES



LE LIVRE BLANC

DIPLOMATIE ET TERRITOIRES

- L'État reconnaît pleinement la **contribution des collectivités territoriales françaises** au rayonnement de la France, l'attractivité des territoires et à la solidarité internationale.
- Il est nécessaire de **renforcer les capacités des collectivités ainsi que leurs moyens d'action**, notamment à travers un meilleur partenariat avec le MEAE.
- Le Livre blanc analyse l'évolution de l'AECT (cadre juridique, état des lieux, forces et faiblesses), souligne les enjeux, présente les outils d'accompagnement de l'État et de ses opérateurs et propose **21 solutions concrètes** pour améliorer le partenariat État – CTF.
- Il a été **adopté à l'unanimité** par les membres de la CNCD le 23 novembre 2016.



Le développement d'une **nouvelle offre de services** proposés aux collectivités

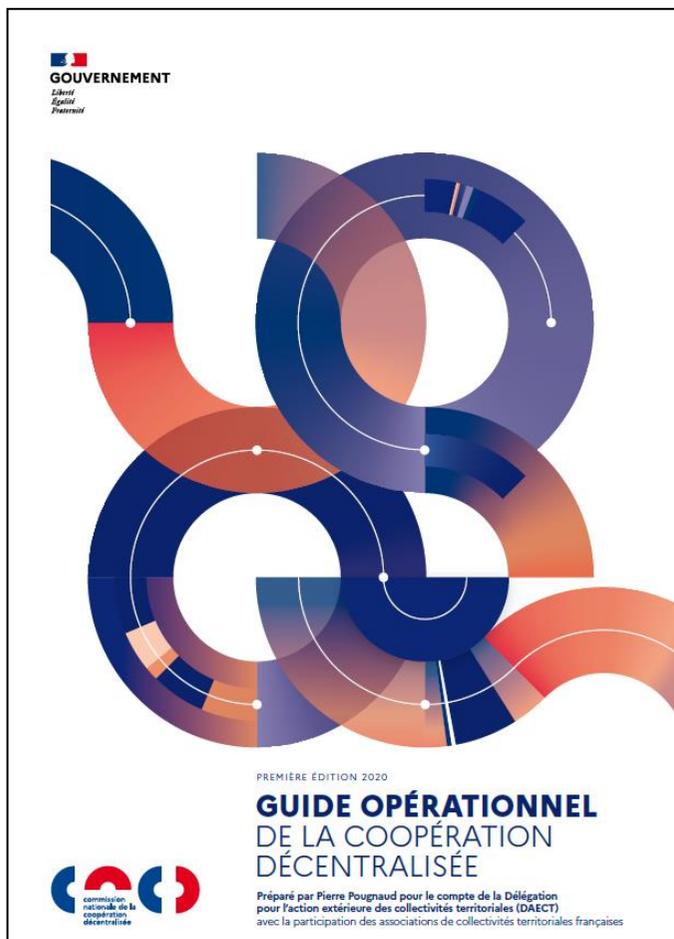


La facilitation de l'**accès aux financements** disponibles pour l'action internationale des CT



Le développement d'un **nouveau cadre institutionnel de partenariat** afin de mieux connecter les territoires, le MEAE et les opérateurs internationaux

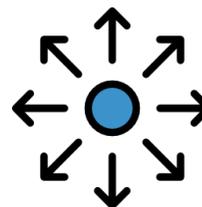
LE GUIDE OPÉRATIONNEL DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



Boîte à outils et plaidoyer pour la coopération



Promotion des pays pour mener des coopérations



Diffusion à la rentrée 2020

Dans cette collection :

- Le guide pratique de l'action extérieure des collectivités territoriales des Amériques ;
- La synthèse du guide opérationnel ;
- Le cahier ludique.

LES PRIORITÉS STRUCTURANTES POUR LE SOUTIEN À L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PAR LA DAECT

Diversité géographique et mise en cohérence

- Soutenir les priorités de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales de la France ;
- Soutenir les projets mutualisés et/ou bien coordonnés entre les CTF intervenant sur un même territoire étranger ;
- Articuler AECT et action de l'État et de ses opérateurs sur le terrain.

Suivi – évaluation

- Intégrer la méthode du suivi – évaluation en amont des projets ;
- Mieux mesurer l'impact social, économique et environnemental des projets de coopération décentralisée, tant à l'étranger qu'en France.

Action économique

- Inciter à la participation des entreprises (cofinancement, mise à disposition d'expertise...) pour soutenir l'export des PME et les investissements étrangers en France ;
- Stimuler l'attractivité touristique, universitaire, de recherche des territoires français.

L'ATLAS FRANÇAIS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



L'Atlas français de la coopération décentralisée : www.cncd.fr

- Identifier les collectivités territoriales françaises et étrangères actives à l'international
- Connaître la nature des projets menés par les collectivités
- Obtenir les contacts des personnes chargées des relations internationales au sein des collectivités
- Réaliser des statistiques nationales qui guident la CNCD et le MEAE dans leur soutien à l'AECT

Accès France

L'accès France de l'Atlas vous permet d'affiner votre recherche en sélectionnant tout d'abord une région puis un département. Vous pouvez aussi choisir parmi des collectivités territoriales appartenant à une zone géographique précise. Pour accéder au statut à la page principale de la zone géographique choisie, vous pouvez cliquer sur le bouton "Rechercher".

Région : Département : Collectivité d'Outre-mer :

Conseil régional : Conseil départemental :

Commune : Structure intercommunale :

Rechercher **Réinitialiser**

Etat au niveau France

- 4537 collectivités territoriales (nationales) engagées à l'étranger
- 8937 collectivités locales partenaires
- 12648 projets de coopération décentralisée
- 912 projets dans le cadre d'autres actions extérieures
- 144 pays concernés

Aide publique au développement (France)

Année	Montant en euros
2016 (en cours)	83 458 831
2015	58 700 420
2014	58 212 883
2013	63 318 483
2012	64 992 791

Affiner la recherche

Coopérations décentralisées Autres actions extérieures

Type de collectivité territoriale : Pays : Statut :

Thématique :

Sous-thématique :

Finir **Réinitialiser**

Accès Monde

L'accès Monde de l'Atlas vous permet d'affiner votre recherche en sélectionnant tout d'abord un continent, un sous-continent puis un pays souhaité. Pour accéder ou revenir à la page principale de la zone géographique choisie, vous pouvez cliquer sur le bouton "Rechercher".

Continent : Sous-continent : Pays :

Rechercher **Réinitialiser**

Accès Monde

Etat au niveau Monde (pour le filtre appliqué)

- 4707 collectivités territoriale(s) française(s) engagée(s) à l'étranger
- 8129 collectivités locale(s) partenaire(s)
- 0 collectivité(s) locale(s) en recherche de coopération avec une collectivité territoriale française
- 10579 projets de coopération décentralisée
- 401 projets dans le cadre d'autres actions extérieures
- 0 demande(s) de coopération (Bourse partenariat)
- 133 pays concernés(s)

Afficher / cacher :

Coopérations décentralisées Autres actions extérieures

Affiner la recherche

Coopérations décentralisées Autres actions extérieures Demandes de coopération

Type de collectivité territoriale : Pays : Statut : En cours :

Thématique :



Un extranet pour les collectivités territoriales françaises afin de :

- Déclarer leur aide publique au développement ;
- Déposer leurs projets pour obtenir un cofinancement du MEAE ;
- Mettre à jour leur fiche dédiée pour valoriser leurs actions à l'international.

LA BOURSE-PARTENARIATS



Un outil au service du développement de nouvelles coopérations décentralisées



L'opportunité de présenter une offre de partenariat pour des projets de développement local précis



Comment déposer une demande de partenariat ?

Pour les collectivités étrangères :

Les informations présentées par une collectivité territoriale étrangère offrant un partenariat sont automatiquement adressées par courriel à l'ambassade de France concernée et à la DAECT.

Pour les collectivités françaises :

La collectivité adresse la fiche de présentation à la DAECT qui la diffuse, après avis de la préfecture de région et du poste diplomatique concernés.

LE PROGRAMME EXPE-CT

Quatre objectifs :



Prendre en compte les évolutions récentes des pratiques de coopération.



Promouvoir les compétences et les savoir-faire des collectivités françaises et de leurs associations



Répondre aux demandes de coopération des collectivités françaises et étrangères dans le cadre du programme «Bourse-partenariats de la coopération décentralisée ».



Développer des coopérations décentralisées dans des pays où les collectivités sont peu présentes.

À qui s'adresse le programme EXPE-CT?

Aux collectivités territoriales et associations de collectivités et/ou d'élus territoriaux, aux établissements publics.

Le calendrier :

- la labellisation de la collectivité territoriale ou de l'organisme par la DAECT ;
- la préparation et la validation d'une mission d'expertise ;
- l'évaluation et la capitalisation après le retour de mission.

La labellisation est accordée pour une durée de 3 ans

LES GRANDS AXES DE L'AECT

- Développement durable
- Aide publique au développement
- Climat
- Action économique
- Jeunesse et formation professionnelle
- Égalité femmes-hommes
- Agriculture et sécurité alimentaire
- Patrimoine
- Tourisme
- Attractivité étudiante
- Numérique
- Transfrontalier et financements européens

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

- En septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable et les **17 Objectifs de développement durable**, nouveau cadre mondial pour le développement.
- La coopération décentralisée, par l'échange de bonnes pratiques et le montage de projets impliquant des collectivités du Nord et du Sud, est un **moyen innovant et pluri-acteurs** de mettre en œuvre les 17 ODD, au plus près des territoires et des populations.
- Dans le cadre de son partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement, la DAECT encourage les collectivités territoriales à mettre en valeur leurs initiatives en faveur de la mise en œuvre des ODD sur la boîte à outils mondiale pour la territorialisation des ODD :
<http://www.localizingthesdgs.org/>



AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FRANÇAISES

La déclaration de l'APD des collectivités territoriales françaises est une **obligation légale** : elles doivent la déclarer chaque année au titre de l'article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales sur le site www.cncd.fr. Cela fait pleinement partie de l'APD française publiée chaque année par la France auprès de l'OCDE.

En 2019, l'APD des collectivités territoriales françaises s'élevait à 121,5 millions d'euros.

Pourquoi l'APD des collectivités est-elle importante ?

- ▶ Permettre à l'APD de se diffuser dans les territoires de nombreux pays partenaires. En 2019, 87 pays étaient concernés par l'APD des collectivités françaises ;
- ▶ Coupler l'APD à d'autres projets non-éligibles à l'APD mais complémentaires (projets culturels, d'échanges de jeunes, d'accompagnement et de promotion des entreprises, etc.) ;
- ▶ Faciliter la reconnaissance des autorités locales et régionales comme des acteurs pivots pour le développement inclusif.



PRIORITÉ AU CLIMAT

- **Objectifs** : intégrer les collectivités territoriales dans l'Accord de Paris et dans le nouvel agenda urbain



2 appels à projets

Climat en 2015 et 2016 : plus de 5 millions d'€ de projets déployés sur les 5 continents



36 projets lauréats sélectionnés

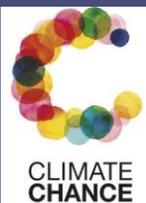
Soutien financier de



Types d'actions :

- Eau et assainissement
- Gestion des déchets
- Agriculture durable
- Préservation de la biodiversité
- Transports publics propres
- Urbanisme respectueux de l'environnement
- Énergies renouvelables

- **Priorités pour l'AECT** : éducation au développement durable, prévention des risques côtiers, planification urbaine
- **En route vers la transition urbaine** : défi majeur du 21e siècle, une société bas-carbone



Participation à la coalition « Coopération décentralisée pour le Climat » issue du sommet mondial Climate Chance

En 2020-2021 :

- Congrès mondial de l'IUCN
- COP 26 sur le climat
- COP 13 sur la biodiversité
- One Planet Summit

ACTION ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Soutenir *l'internationalisation* des *entreprises*

Renforcer *l'attractivité* des *territoires*



Les coopérations décentralisées et jumelages

- Faire bénéficier aux PME-PMI des relations développées entre une collectivité française et son partenaire ;
- Promouvoir les territoires pour favoriser les investissements étrangers et le développement du tourisme.



L'action élargie

- Bureaux de représentation ;
- Missions de prospection, participation à des salons internationaux ;
- Accords bilatéraux thématiques.



La francophonie économique

- Utiliser le vecteur culturel de la francophonie comme facilitateur économique ;
- Structurer et animer un réseau francophone des affaires au-delà de l'espace francophone ;
- Développer les partenariats institutionnels entre autorités locales francophones pour le développement économique local.

JEUNESSE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Les jeunes partant en mobilité internationale dynamisent les projets de coopération décentralisée.

Ils acquièrent des compétences qui augmentent leur employabilité.

Des jumelages d'établissements de formation professionnelle

Des projets pluri-acteurs (associations, établissements scolaires et de formation, entreprises, etc.).

78 projets lauréats des cinq appels à projets « Jeunesse » ont déjà permis à plus de 1800 jeunes et professionnels de l'éducation de partir en mobilité européenne et internationale.

Un sixième appel à projets pour poursuivre la dynamique a été ouvert en 2020.



➤ En 2020, augmentation de l'offre de service civique : + 100 000.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

- ♀♂ Plus de 260 collectivités françaises signataires de la *Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale* ;
- ♀♂ En 2019, 27,9 millions d'euros d'APD consacrée par les collectivités territoriales françaises ont eu un impact positif sur l'égalité entre les femmes et les hommes (marqueurs 1 et 2) ;
- ♀♂ Lancement en mars 2020 d'une **carte interactive** par la DAECT répertoriant les projets de coopération décentralisée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- ♀♂ **Plateforme Genre et Développement** : concertation, échange de pratiques et suivi des politiques et initiatives en matière de genre et développement.



**Le marqueur
Genre de l'OCDE
appliqué aux projets**

0 - l'égalité de genre n'est pas ciblée ;
1 - la réduction des inégalités est un objectif significatif ;
2 - la réduction des inégalités est l'objectif principal.



Date : premier semestre 2021

Objectifs : lancer un agenda de transformations profondes en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et renforcer la solidarité, les mouvements et le leadership féministe et de la jeunesse

Modalités : six coalitions d'action réunissant États, organisations internationales, secteur privé et organisation de la société civile

AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

3e secteur
d'intervention
des CT dans l'APD

Promotion d'initiatives
innovantes à disposition
des collectivités
territoriales : systèmes
alimentaires territorialisés,
Pacte de Milan, 4/000

 2 appels à projets
Agriculture et
alimentation durables
en 2018 et 2019

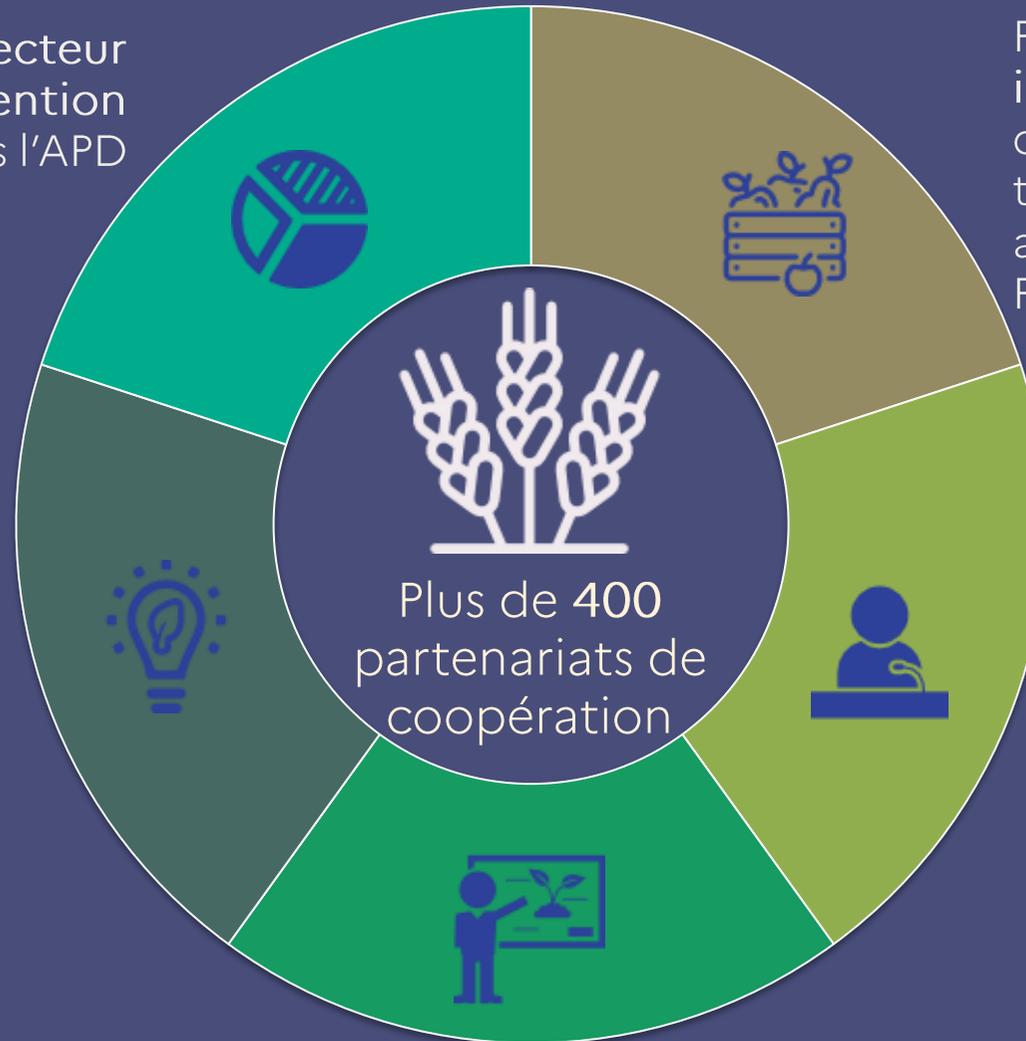
 17 projets lauréats
sélectionnés

En partenariat avec



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



1 plaidoyer
international
pour la reconnaissance
des collectivités
territoriales en matière
de gouvernance
alimentaire

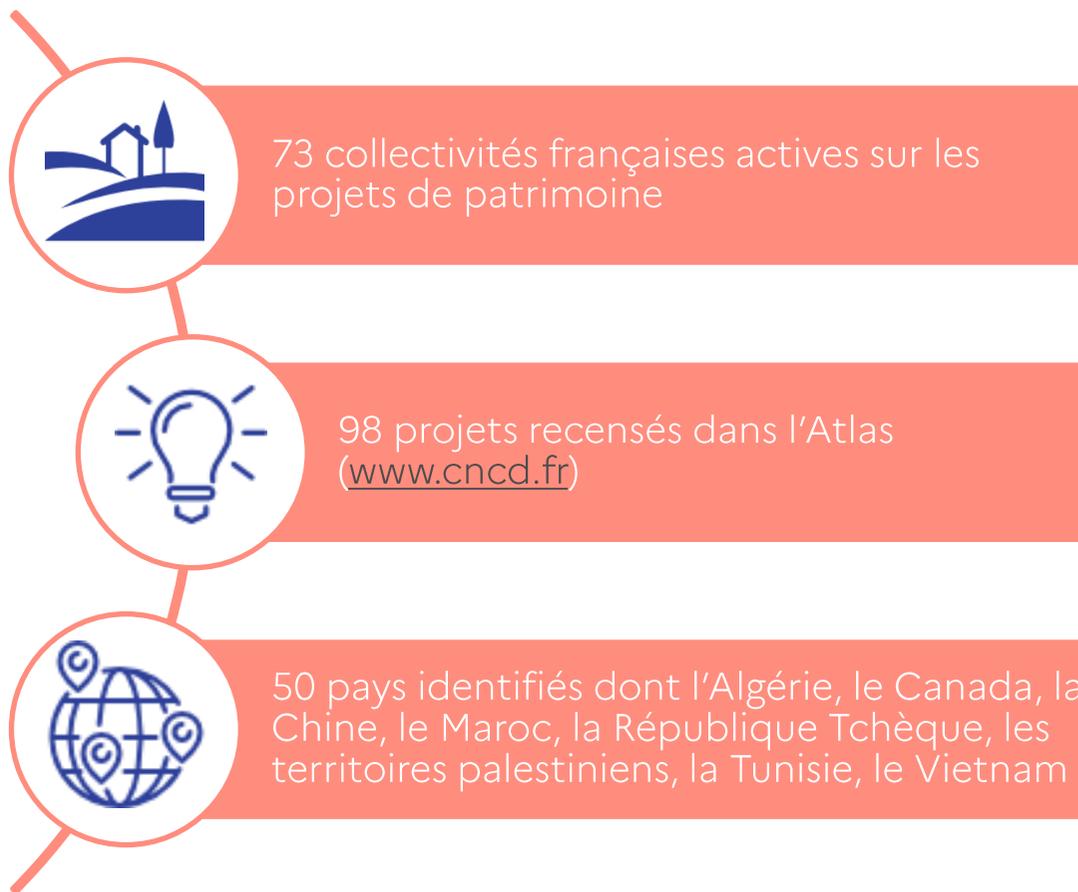
La valeur ajoutée :
l'enseignement agricole
dans les projets de coopération

PATRIMOINE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

- Le patrimoine est une composante forte de la coopération décentralisée.
- L'expertise des collectivités territoriales françaises est reconnue et fortement demandée.

Réponse à des défis majeurs :

- Urbanisation anarchique
- Pollution de l'air, de l'eau, des sols
- Tourisme maîtrisé
- Inclusion, participation des communautés locales



TOURISME

- La France est la première destination touristique mondiale avec 89,4 millions de visiteurs étrangers accueillis en 2018, soit 3 % de plus qu'en 2017. Le tourisme constitue un secteur clé de son économie : il représente près de 8 % du PIB, 56,2 milliards d'euros de recettes, et deux millions d'emplois directs et indirects.
- Réunion trois fois en 2016 du Comité d'urgence de relance du tourisme, sous la présidence du MEAE, avec pour résultat 10 millions d'euros dégagés pour une campagne de relance de la Destination France à destination de 16 pays prioritaires en association étroite avec les régions.
- 128 projets de coopération décentralisée avec 74 collectivités françaises actives et 44 pays partenaires (Chine, Argentine, Maroc, Sénégal, Vietnam, Liban, etc.). Le groupe tourisme de la CNCN travaille sur de nouvelles propositions d'action.



Objectifs

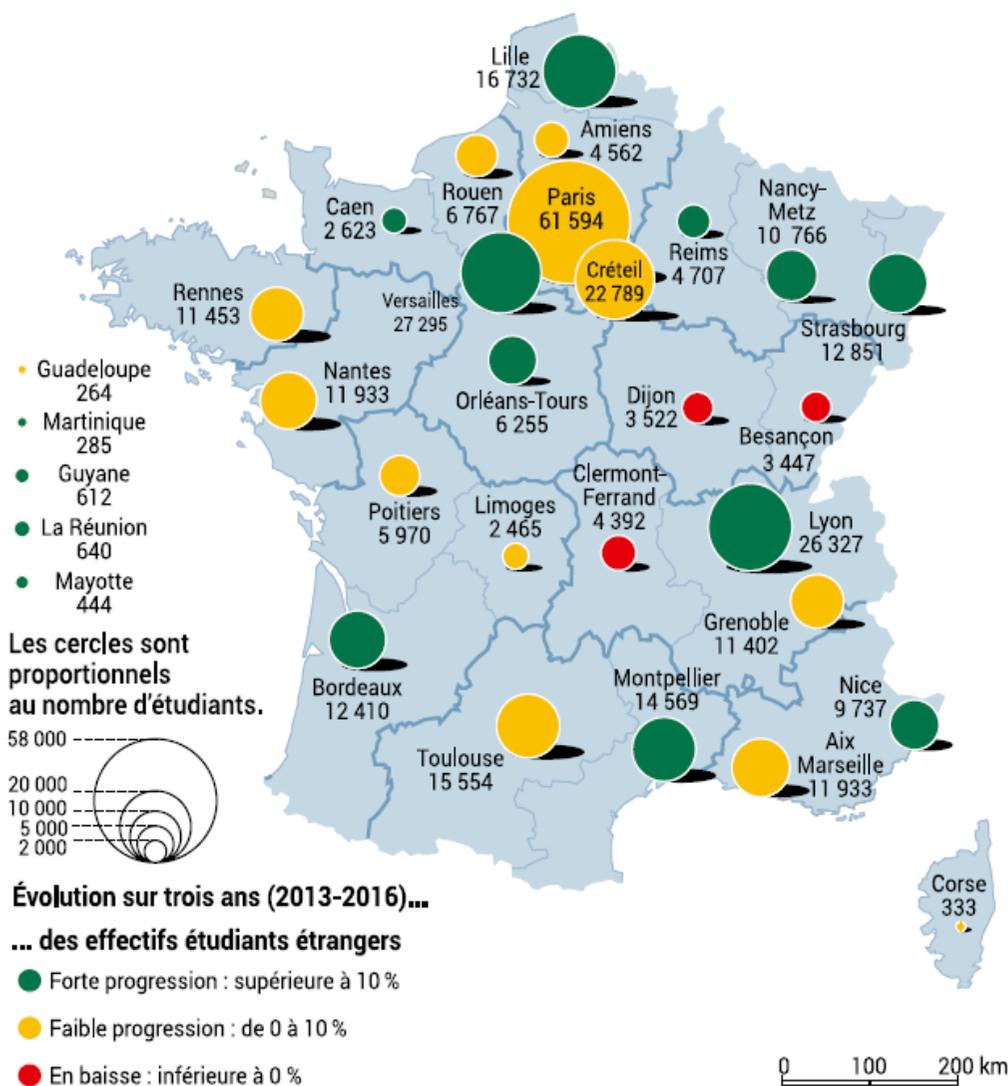
- Promouvoir et soutenir davantage l'ingénierie touristique française dans les différents projets
- Soutenir les projets de tourisme durable grâce à l'expertise des collectivités territoriales en la matière
- Contribuer à l'essor du tourisme linguistique dans les projets de coopération décentralisée

ATTRACTIVITÉ ÉTUDIANTE

- 324 000 étudiants étrangers accueillis en 2016-2017, soit 12,5% des étudiants
- Apport économique de 4,7 Mds €
- Répartition territoriale inégale : 57% se répartissent sur 3 régions :
 - Ile-de-France (35%),
 - AURA (13%),
 - Occitanie (9%)

Depuis 2018, la DAECT travaille avec Campus France et des associations d'élus pour collecter ces données dans le cadre de l'observatoire territorial de la mobilité internationale des étudiants et des chercheurs.

Répartition des étudiants étrangers par académie



Source : MESRI-DGESIP 2017.

NUMÉRIQUE

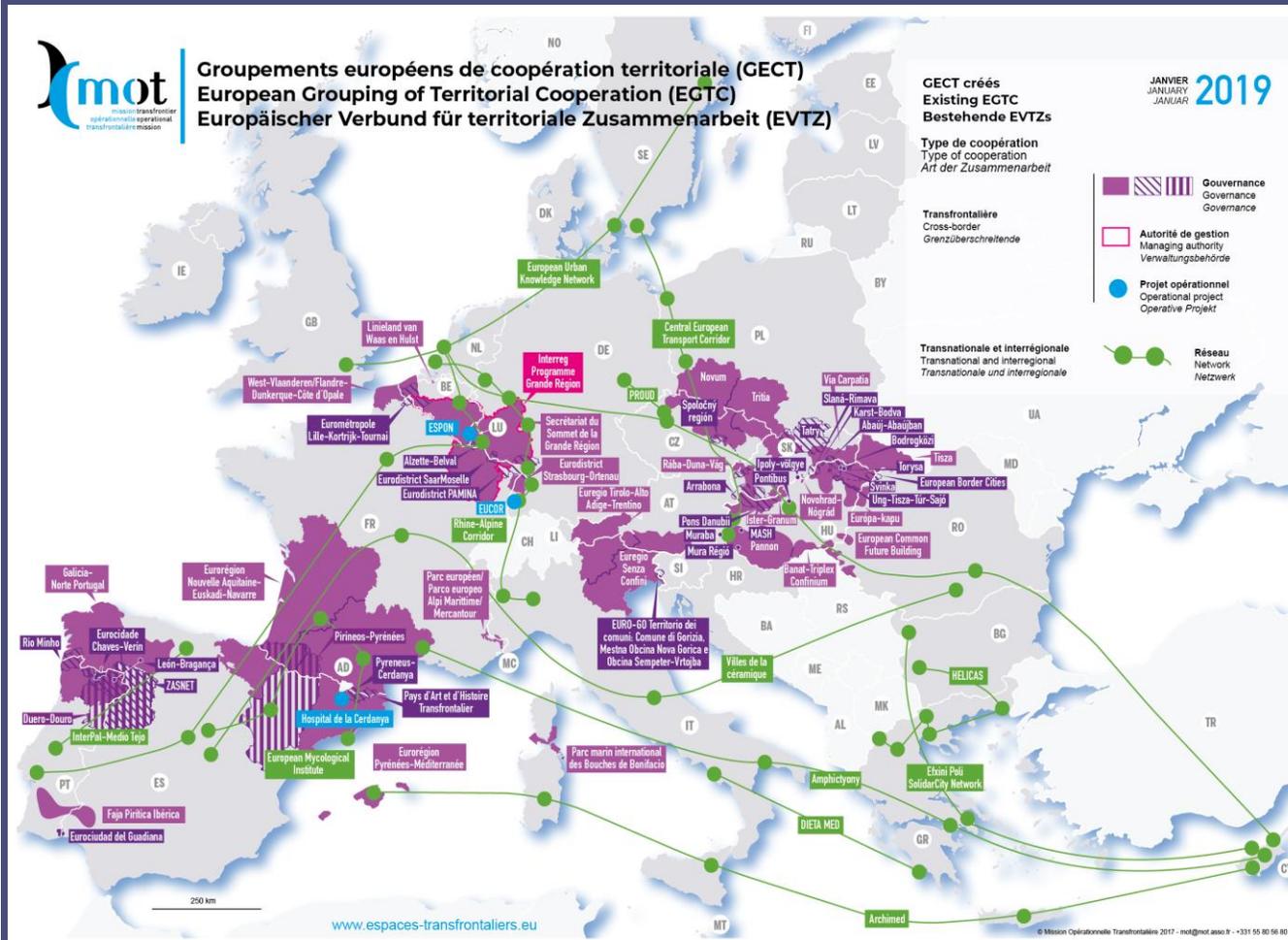
- L'accès au numérique (connectivité, services, conservation des données) est très inégal dans le monde. Alors que la Loi pour une République numérique apporte une réponse en France, le Plan Développement et Numérique vise à réduire les écarts mondiaux et à mettre en valeur l'expertise française à l'international.
- 56 collectivités françaises mènent 77 projets avec 71 partenaires.
- Le groupe numérique de la CNCD travaille sur de nouvelles propositions d'action.



Objectifs

- Encourager les actions entre les collectivités et leurs partenaires sur les **usages du numérique** (services publics locaux) répondant aux besoins des populations et porteurs de développement.
- **Introduire la dimension numérique** dans les projets sectoriels des autres domaines.
- Favoriser l'émergence de nouveaux projets tournés vers le numérique.
- Promouvoir **l'ingénierie française** dans les différents projets.

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE FINANCEMENTS EUROPÉENS



Plus de 6000 partenariats de coopération décentralisés en Europe



2 défis majeurs identifiés : jeunesse (mobilité, formation) et développement urbain durable.



La promotion de la coopération transfrontalière : atout d'intégration régionale, atout économique, renforce « l'Europe des citoyens ».



450 millions d'euros pour les collectivités territoriales sur la ligne Organisations de la société civile – autorités locales de la Commission européenne entre 2014 et 2020.



L'ÉQUIPE DE LA DAECT

sous la direction de
Christine MORO,
Ambassadeur,
Déléguée pour l'action extérieure
des collectivités territoriales

CONTACTS GÉOGRAPHIQUES

Par régions du monde

Afrique francophone (dont Sahel) et lusophone – Armelle GUYOMARC'H

Afrique anglophone – Guillaume LAGRÉE

Etats-Unis et Canada – Natasha BUTLER (déléguée adjointe)

Amérique centrale (dont Mexique) - Marie RODRIGUEZ

Amérique du Sud – Servane GANDAIS

Caraïbe et Océan Indien (voisinage outremer) – Guillaume LAGRÉE

Asie et Océanie - Pauline MAY

Balkans – Guillaume LAGRÉE

Europe continentale et Asie centrale – Jean-Yves HAZOUMÉ

Méditerranée et Moyen-Orient – Anne-Marie REINGOLD

Europe et pays de l'Union européenne – Patrick DUPRAT

Royaume-Uni – Hélène HAMPARTZOUMIAN



CONTACTS GÉOGRAPHIQUES

Par régions françaises

Antilles-Guyane (Martinique, Guadeloupe et Guyane) – Guillaume LAGRÉE

Auvergne-Rhône-Alpes – Guillaume LAGRÉE

Bourgogne Franche-Comté – Jean-Yves HAZOUMÉ

Bretagne – Armelle GUYOMARC'H

Centre-Val de Loire - Pauline MAY

Corse - Anne-Marie REINGOLD

Grand Est - Patrick DUPRAT

Hauts de France – Patrick DUPRAT

Ile-de-France - Pauline MAY

Normandie – Jean-Yves HAZOUMÉ

Nouvelle-Aquitaine - Hélène HAMPARTZOUMIAN

Océan Indien (La Réunion et Mayotte) - Guillaume LAGRÉE

Occitanie – Hélène HAMPARTZOUMIAN

Pays de la Loire – Servane GANDAIS

Pacifique (Nouvelle-Calédonie et Polynésie Française) – Guillaume LAGRÉE

Provence-Alpes-Côte d'Azur - Anne-Marie REINGOLD

CONTACTS THÉMATIQUES

Agriculture et sécurité alimentaire - Hélène HAMPARTZOUMIAN

Climat et développement durable - Hélène HAMPARTZOUMIAN | ODD - Marie RODRIGUEZ

Culture - Armelle GUYOMARC'H

Eau et assainissement - Hélène HAMPARTZOUMIAN | Dispositifs 1% - Jean-Yves HAZOUMÉ

Économie - Guillaume LAGRÉE

Égalité femmes-hommes - Pauline MAY

Francophonie - Anne-Marie REINGOLD

Inclusion sociale - Marie RODRIGUEZ

Mobilité internationale et formation - Marie RODRIGUEZ

Numérique - Hélène HAMPARTZOUMIAN

Patrimoine - Anne-Marie REINGOLD

Tourisme - Anne-Marie REINGOLD

Transfrontalier - Patrick DUPRAT

Transports et habitat - Hélène HAMPARTZOUMIAN

Santé - Hélène HAMPARTZOUMIAN

Sport - Marie RODRIGUEZ

CONTACTS TECHNIQUES & RÉSEAUX



Les budgets des projets : Servane GANDAIS

Les cofinancements européens : Patrick DUPRAT



Les correspondants de coopération décentralisée : Brian RIGOLT

Les conseillers diplomatiques auprès des préfets de région (CDPR) : Jean-Yves HAZOUMÉ

Les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) : Armelle GUYOMARC'H



L'aide publique au développement : Marie RODRIGUEZ

L'atlas de la coopération décentralisée : Brian RIGOLT



La bourse-partenariats : Pauline MAY

Le programme EXPE-CT : Anne-Marie REINGOLD



La communication : Pauline MAY

Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)
Direction générale de la mondialisation, de la culture,
de l'enseignement et du développement international (DGM)
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

57, boulevard des Invalides - 75007 PARIS 07 SP
secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr/cncd

 @CNCD_Fr

 CNCD_Fr